



DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES DE COMPTABILITE ET GESTION FINANCIERE DE L'UEMOA
(DESCOGEF)
Session 2020

EPREUVE : AUDIT

DUREE : 2 Heure

DOSSIER 1

Il vous est demandé d'analyser chacune des situations rencontrées au cours de vos missions en votre qualité d'auditeur

➤ SITUATION N° 1

M. GRO PDG de la SA CHALAND et actionnaire majoritaire a demandé au cabinet où vous travaillez d'effectuer une mission d'audit, suite à une exigence des partenaires de la SA. CHALAND qui est courtier en assurance, encaisse ainsi des primes d'assurance auprès des clients et garde une commission sur la prime encaissée. M. GRO en charge de la direction financière depuis sa création, vous informe que la société connaît de fortes tensions de trésorerie.

Q1/ Quelles seront les principales diligences de la phase d'acceptation ? 1.75 pts

Q2/ Sur la base des informations ci-dessus, identifier les risques au niveau de la société susceptible de peser sur l'acceptation. 1.75 pts

Après avoir accepté la mission dans la SA CHALAND, vous découvrez que M. GRO a détourné les primes d'assurance versées par ses clients. Il a dissimulé ces malversations sous l'aspect de remboursements de primes.

Q3/ Quelles doivent être vos diligences ? 1 pt

➤ SITUATION N° 2

Au cours d'une mission, votre attention est attirée par les situations suivantes :

- ✓ Un remboursement annuel d'indemnités kilométriques à hauteur de 2 623 828 FCFA a été accordé à la responsable comptable dont le poste ne vous semble pas nécessiter de déplacements importants. Cette somme est virée mensuellement avec son salaire, salaires qui sont réglés par virements déclenchés par cette même responsable comptable.
- ✓ Existence dans le fichier « salariés » d'un salarié occupant une fonction qui ne semble pas en adéquation avec l'organisme. Le directeur des ressources humaines et la responsable comptable ont toute la confiance du président de la société. Mais en faisant remonter les archives comptables de la société, le président s'est aperçu que la situation décrite précédemment avait démarré en 2010, et a perduré jusqu'en 2014.

Q1/ Après avoir défini la notion de fraude et d'erreur, rappeler quel doit être le comportement professionnel de votre cabinet lors de la planification de l'audit en ce qui concerne la possibilité d'anomalies significatives provenant de la fraude. 1.75 pts

Q2/ Quelles sont les faiblesses du contrôle interne à l'origine de cette fraude ? 1.75 pts

Q3/ Quelles peuvent être les conséquences de cette fraude ? 1.5 pts

➤ SITUATION N° 3

Dans le cadre d'un examen des comptes prévisionnels sollicité par une entreprise cliente du cabinet, le chef de mission vous a confié l'analyse du processus d'élaboration des comptes prévisionnels.

Q1/ Quel sera votre objectif ? 1.75 pts

Q2/ Indiquer quelques diligences à mettre en œuvre (3 diligences). 1.75 pts

DOSSIER 2

QUESTIONNAIRE A CHOIX MULTIPLES (1.75 pts x 4)

Vous devez justifier pour chaque choix vos réponses

Q1/ indiquer quel composant du modèle du risque d'audit n'est pas contrôlé par l'auditeur :

- a) Risque d'audit
- b) Risque lié au contrôle
- c) Risque de non détection
- d) Risque inhérent
- e) Seuil de signification

Q2/ Dans quel cas n'y a-t-il pas fraude ?

- a) En cas de détournements d'actifs
- b) En cas de suppression ou d'omission de l'incidence de certaines opérations dans la comptabilité ou les documents
- c) En cas de calcul arithmétique ou imputation d'écriture dans des comptes incorrects
- d) En cas d'enregistrement d'opérations sans fondement
- e) En cas d'application volontairement incorrecte d'une politique d'arrêté des comptes

Q3/ Parmi les éléments ci-après, quel est celui qui n'indique pas la possibilité d'un non-respect des textes légaux et réglementaires par l'entité ?

- a) Enquête des services administratifs
- b) Paiement d'amendes ou de pénalités
- c) Achat à des prix sensiblement supérieurs ou inférieurs à ceux du marché
- d) Paiements de biens et services dans le pays d'où proviennent les biens et les services
- e) Opérations inhabituelles avec des entités dont le siège se trouve dans un pays à fiscalité privilégiée.

Q4/ Lors de la planification et de la réalisation de l'audit, et de l'évaluation des résultats qui en découlent, l'auditeur apprécie le bien-fondé de l'utilisation par la direction de la convention comptable de base de continuité d'exploitation pour l'établissement des comptes. Quel est l'indicateur ci-après qui ne peut pas impliquer l'existence d'une incertitude significative sur la continuité d'exploitation ?

- a) Capitaux propres ou fonds de roulement négatifs
- b) Arrêt de la politique de distribution des dividendes
- c) Départs de cadres sans remplacement
- d) Modifications dans la législation ou la politique gouvernementale qui risquent d'avoir des effets défavorables sur l'entité
- e) Marge brute d'autofinancement négative

Q5/ Quelle procédure ne permet pas à l'auditeur d'identifier les parties liées à l'entité ?

- a) L'examen des registres de transfert d'actions
- b) La consultation des procès-verbaux du conseil d'administration et des assemblées
- c) L'obtention de la liste des administrateurs et des dirigeants ayant des fonctions dans d'autres entités
- d) Les factures d'achat et de vente de l'entité
- e) L'examen des dossiers de travail de l'année précédente pour recenser les parties liées déjà connues